



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

liens: [publication](#)

[BelgoStat On-line](#)

[Information générale](#)

L'activité économique a progressé de 0,4 p.c. au troisième trimestre de 2007

Selon la première estimation "flash" du produit intérieur brut (PIB), la croissance de l'activité économique s'est légèrement tassée au troisième trimestre de l'année 2007. En volume, le PIB, corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, s'est accru de 0,4 p.c. par rapport au trimestre précédent. La progression par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente a également ralenti, à 2,5 p.c. contre 2,8 p.c. un trimestre plus tôt.

Les estimations relatives aux trimestres précédents ont été actualisées sur la base des nouveaux comptes annuels publiés à la fin du mois de septembre et d'une version plus complète des principales données de base (indices de la production industrielle, statistiques de la TVA, du commerce extérieur et de la balance des paiements).

Au cours du deuxième trimestre de 2007, le PIB, corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, s'est accru de 0,6 p.c. en volume par rapport au trimestre précédent. Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, ce résultat se traduit par un léger ralentissement de la croissance (2,8 p.c., contre 3,0 p.c. le trimestre précédent).

Au cours de ce deuxième trimestre, l'activité a été particulièrement soutenue dans les services (1,0 p.c. par rapport au trimestre précédent), mais a marqué quelque peu le pas dans la construction (0,3 p.c.) et l'industrie (0,2 p.c.).

La croissance économique a largement reposé sur la demande intérieure. En effet, les dépenses de consommation des ménages (0,8 p.c.) et, surtout, les investissements des entreprises (4,3 p.c.) se sont sensiblement accrus, tandis que les investissements des ménages ont encore progressé, mais à un rythme moins soutenu qu'au cours des trimestres précédents (0,4 p.c.). La demande extérieure est restée dynamique, les exportations de biens et services augmentant de 1,3 p.c.

Reflétant la vigueur de la croissance économique deux à trois trimestres auparavant, l'emploi a, au deuxième trimestre de 2007, progressé de 0,5 p.c. par rapport à la période précédente. A un an d'écart, l'augmentation s'est élevée à 1,7 p.c.

AGRÉGATS TRIMESTRIELS

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT - EVOLUTIONS EN VOLUME

(données corrigées des effets saisonniers et de calendrier)

	Pourcentages de variation par rapport à	
	la période correspondante de l'année	la période précédente
	précédente	
2004 I	2,3	0,8
II	3,0	1,0
III	3,2	0,8
IV	2,7	0,0
2005 I	1,8	0,0
II	1,7	0,8
III	1,7	0,8
IV	2,6	0,9
2006 I	3,0	0,4
II	3,0	0,8
III	2,9	0,8
IV	2,7	0,7
2007 I	3,0	0,7
II	2,8	0,6
III	2,5	0,4

PRINCIPAUX AGRÉGATS

(Pourcentages de variation en volume par rapport à la période précédente, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2005			2006			2007	
	III	IV	I	II	III	IV	I	II
1. Valeur ajoutée								
Industrie	0,1	-0,1	0,7	1,8	1,5	1,0	0,3	0,2
Construction	2,3	2,7	2,2	2,5	2,2	1,0	1,0	0,3
Services	1,0	0,8	0,1	0,8	0,5	0,6	0,7	1,0
2. Dépenses								
Dépenses de consommation privée (1)	0,3	0,9	0,6	0,4	0,5	0,1	0,8	0,8
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	-0,1	-0,1	-0,1	0,1	0,2	0,4	0,5	0,5
Formation brute de capital fixe totale	-1,1	0,7	2,1	1,5	0,8	-1,3	4,1	2,7
entreprises	-2,5	1,1	0,8	1,8	0,5	3,3	0,5	4,3
logements	2,1	1,2	1,5	1,8	2,7	1,9	1,0	0,4
administrations publiques (2)	0,2	-4,0	13,8	-1,3	-2,8	-44,7	69,5	-2,3
Demande intérieure (hors stocks)	-0,1	0,6	0,7	0,6	0,5	-0,1	1,6	0,7
Variations des stocks (3)	0,8	0,7	0,1	-0,4	0,1	0,3	0,2	-0,3
Exportations de biens et services	0,3	0,5	-0,3	1,6	0,7	1,8	1,2	1,3
Importations de biens et services	0,5	1,3	-0,1	0,5	0,5	1,4	2,3	1,3
Exportations nettes de biens et services (3)	-0,2	-0,5	-0,1	0,8	0,1	0,3	-1,0	0,0
3. Emploi								
Nombre de travailleurs	0,2	0,1	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5

(1) Y compris les institutions sans but lucratif au service des ménages.

(2) Les mouvements importants enregistrés dans la formation brute de capital fixe des administrations publiques s'expliquent par des ventes de biens immobiliers publics, comptabilisées comme des désinvestissements.

3) Contribution à la variation trimestrielle du PIB.

